

*Initiatives ministérielles*

me d'un levier pour obtenir jusqu'à 20 millions de la Banque de développement du Canada ou d'une institution financière privée.

Le gouvernement est en mesure d'utiliser certains programmes fédéraux originaux pour accorder un financement. C'est le cas avec la Loi sur les prêts aux petites entreprises, c'est-à-dire le projet de loi C-99. En effet, les prêts consentis peuvent être utilisés conjointement avec ceux d'autres établissements de crédit privés. Si le crédit à terme peut être couvert en vertu de la LPPE, la banque sera heureuse d'accorder un crédit à l'exploitation. Dans bien des cas, nous nous servons de divers programmes.

• (1710)

**M. Walt Lastewka (St. Catharines, Lib.):** Monsieur le Président, je profite de l'occasion pour féliciter le député de Parry Sound—Muskoka du travail qu'il a consacré à ce projet de loi. Dans le cadre du comité de l'industrie et dans celui de divers groupes de travail, il a parcouru le pays en tous sens pour recueillir de l'information auprès des petites entreprises.

On a beaucoup négligé dans le passé de consulter véritablement les petites entreprises. Ces dernières ne disposent pas d'un personnel nombreux ni de beaucoup d'argent à dépenser sans compter. Chaque dollar dans son budget de dépenses est très important pour la petite entreprise.

La question que je veux poser au député a trait aux communications et à l'information destinée aux petites entreprises une fois le projet de loi adopté à la Chambre. Il est très important que le processus de consultation et les améliorations se poursuivent. Il est également très important de diffuser cette information aux nombreuses entreprises de tout le pays. Le député a peut-être des observations à faire à ce sujet.

**M. Mitchell:** Monsieur le Président, je remercie le député de son excellente observation. Non seulement il est important d'avoir des programmes, mais il est également important que les petites entreprises sachent que les programmes existent et comment s'en prévaloir.

Une des initiatives de notre gouvernement et du ministre de l'Industrie a été d'adopter la formule du guichet unique pour diffuser l'information, de sorte que le chef de petite entreprise, au lieu d'avoir à s'adresser à cinq ou six bureaux différents pour recueillir toute l'information, puisse se présenter à un seul endroit et parler à un seul fonctionnaire pour apprendre tout ce qu'il a besoin de savoir sur les divers programmes destinés à aider son entreprise. Il y a plusieurs moyens de le faire. Cela peut se faire par le truchement des chambres de commerce, que l'on trouve sous une forme ou une autre dans la plupart des localités. Cela peut se faire également par le truchement des bureaux de développement économique.

Notre gouvernement trouve important d'appliquer la formule de guichet unique pour fournir de l'information aux chefs de petites entreprises du Canada, et nous travaillons à la mettre en oeuvre.

**M. Philip Mayfield (Cariboo—Chilcotin, Réf.):** Monsieur le Président, ce fut un plaisir pour moi de participer aux travaux

du Comité permanent de l'industrie. Avec pragmatisme, les membres du comité ont accompli leur travail, animés de la volonté de servir l'intérêt de tous les Canadiens et des petites entreprises, et de les aider à livrer concurrence dans une économie mondialisée.

J'ai particulièrement prisé les observations du secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, qui s'est dit préoccupé des tracasseries administratives et des problèmes de taxes auxquels les petites entreprises font face. C'est avec cette même attitude que nous abordons un grand nombre des difficultés de nos entreprises, afin de les aider à rendre l'économie canadienne aussi concurrentielle, solide et rentable que toutes les autres dans le monde.

Aujourd'hui, la petite entreprise est la pièce maîtresse de l'économie canadienne. Si on classe parmi les petites entreprises toutes celles qui ont moins de 100 employés, on peut dire qu'il y en a environ un million qui sont enregistrées au Canada. Cela veut dire que les petites entreprises représentent près de 99 p. 100 de toutes les entreprises au Canada. Elles assurent environ 60 p. 100 de la production du secteur privé. Ce sont des chiffres élevés.

En outre, les dirigeants de petites entreprises créent actuellement huit dixièmes des emplois. À une époque où nous dépendons de la transformation de nouvelles idées en nouveaux emplois, en nouveaux produits et en nouveaux services afin de conquérir une plus grande part de marché dans un monde où la concurrence se fait acharnée, nous n'avons pas besoin d'insister sur l'importance des petites entreprises pour l'économie canadienne. Nous devons plutôt apprendre comment encourager les entrepreneurs à exploiter de nouvelles idées et à mettre au point de nouveaux produits.

• (1715)

Le Canada a toujours fait preuve d'une grande créativité. Nous avons appris à quel point il était nécessaire de nous adapter tant à notre environnement économique qu'à l'environnement physique. Nous avons toutefois moins bien réussi à prendre les idées et les inventions des laboratoires et des sous-sols des entrepreneurs et à les imposer sur les marchés national et international.

Il a été extrêmement instructif pour moi d'assister, avant même de faire partie du comité, à certaines séances pour apprendre quelles difficultés éprouvent les petits entrepreneurs à obtenir des prêts, à recueillir les capitaux nécessaires pour concrétiser leurs idées et faire démarrer leurs entreprises. Dans certains cas, des gens d'affaires qui ont déjà un carnet de commandes bien rempli et sont prêts à faire des ventes n'ont pas l'argent pour démarrer la production. L'une des principales causes du succès mitigé observé jusqu'à maintenant est liée à la pénurie de capital d'emprunt ou de capital de risque dont a besoin une personne qui veut commercialiser et lancer sur le marché canadien un projet qu'elle a conçu ou un prototype qu'elle a perfectionné.

On entend si souvent parler d'auteurs de grandes inventions qui, après s'être longtemps battu pour commercialiser leurs produits, ont cédé et sont partis pour les États-Unis, qui les attendaient les bras ouverts avec le capital et les ressources